

Bombardements en zones peuplées : Les Etats reconnaissent enfin l'urgence d'agir

Genève, le 3 octobre 2019. 133 Etats et des ONG se sont réunis pendant deux jours lors de la Conférence de Vienne sur la "Protection des civils dans les guerres urbaines". La majorité d'entre eux ont déclaré être prêts à travailler à une déclaration politique visant à mettre fin aux souffrances humaines causées par l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées. Les discussions qui se tiendront pendant six mois seront décisives pour protéger des millions de civils vivant dans les zones de guerre.

Les États ont répondu à l'invitation de l'Autriche pour entendre les souffrances humaines causées aux civils par les bombardements dans les zones urbaines et pour discuter des aspects techniques, juridiques et militaires des guerres urbaines.

« Nous sommes très heureux de constater que les Etats agissent enfin et soient prêts à discuter d'une déclaration politique, comme nous le demandons depuis longtemps. Pour soulager les souffrances des civils qui vivent sous la menace de bombardements et de la contamination à long terme par des restes explosifs de guerre, ne rien faire ne peut pas être une option. Nous participerons de manière constructive à ce processus, fournirons des données probantes sur les zones touchées et intensifierons les campagnes publiques pour mettre fin à l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et améliorer l'aide aux victimes des bombardements », déclare Anne Héry, directrice du plaidoyer de HI.

La prochaine phase de négociations, qui débutera par une première réunion le 18 novembre à Genève, devrait s'achever par une conférence prévue début 2020 à Dublin, au cours de laquelle une déclaration politique devrait être ouverte à signature. HI et les membres du Réseau international des armes explosives (INEW) poursuivront le dialogue avec les États pour les convaincre d'appuyer pleinement une déclaration politique ferme visant à mettre fin à l'emploi des armes explosives lourdes dans les zones peuplées et à venir en aide aux populations touchées.

HI a rappelé aux participants de la conférence les souffrances des civils en installant sur place le Mémorial du "Civil inconnu". Le président de la conférence, Thomas Hajnoczi, le vice-président du Comité international de la Croix-Rouge, Gilles Carbonnier, le directeur des politiques et des études au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), et la directrice du Plaidoyer de HI, Anne Héry, ont déposé des fleurs au pied du monument en hommage aux victimes des armes explosives. Ce Mémorial a déjà été installé à Paris la semaine dernière et sera également présenté dans d'autres lieux dans les semaines à venir.

HI appelle la population à mobiliser leurs parlementaires dans 7 pays (Allemagne, Belgique, Canada, France, Luxembourg, Suisse et Royaume-Uni) et à s'assurer que leurs gouvernements s'engageront dans ce combat. Les citoyens sont invités à écrire à leurs députés sur [une plate-forme Internet dédiée](#) pour demander à leur gouvernement de s'engager contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones habitées.

A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.